

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE L'ALPHABÉTISATION

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

INSPECTION GÉNÉRALE

Service communication
B.P. V 160
Tél : 27 20-22-24-68
Fax : 27 20-21-15-93



Réf. N°3687 MENA / IGEN / COM



Revue de Presse

DU JEUDI 24 OCTOBRE 2024

Thème de l'année scolaire 2023-2024

**« Soyons des citoyens responsables
pour une école de qualité »**



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE L'ALPHABÉTISATION



**BONNE RENTRÉE
À TOUS**



L'actu en bref



Promotion de l'excellence à Ebrah : « Enseignants, élèves, opérateurs économiques honorés. » P.05 Christian DALLET

La cour royale d'Ebrah (Grand-Bassam) a abrité, le 18 octobre 2024, la cérémonie de remise du prix d'excellence et de reconnaissance du mérite. À cette occasion, sa Majesté Ahoba Pie X Joseph, roi des Ossouhon d'Ebrah, a honoré 76 hommes, femmes et enfants de son royaume qui se sont distingués dans divers domaines d'activité. Des tableaux de reconnaissance, des fournitures scolaires et bien d'autres dons ont constitué le lot des distinctions.

Bondoukou : « L'ambassadeur de l'Inde inaugure des infrastructures socio-économiques. » P.15 AIP

L'ambassadeur de l'Inde en Côte d'Ivoire, Dr Rajesh Ranjan, a inauguré des infrastructures sociales dans trois (3) villages du département de Bondoukou. Ces projets sociaux de base sont : une école de 3 classes avec toilettes à Boromba, une autre école de même format à Bidio-Lolohui et un château d'eau fonctionnant avec de l'énergie solaire à Kouffouo. C'était le 18 octobre 2024, en présence du préfet de Bondoukou, Kouadio Gbongbo André. Ces établissements scolaires vont permettre aux enfants de la région de se préparer à devenir les prochains cadres.

Le localier : « Gbéléban. » P.15

Le préfet de Gbéléban, Zézé Tétiali Bertin, a procédé à la mise en place d'un comité de civisme au collège moderne de la ville. C'était à la faveur de la traditionnelle cérémonie du salut aux couleurs, le lundi 21 octobre 2024.



Vite dit... / Gbéléban : « Un comité du civisme installé au collège moderne. » P.06

Le préfet de Gbéléban, Zézé Tetiali Bertin, a installé le lundi 21 octobre, un comité du civisme au collège moderne. Composé de 12 membres, il est chargé de promouvoir les valeurs de la République auprès des élèves de l'établissement.



Fonction Publique / Les syndicats : « nous aurons la prime » P.06 source Abidjan.net

Le président de la Confédération Syndicale, plateforme nationale des travailleurs de Côte d'Ivoire, Théodore Gnagna Zadi, a affirmé que les organisations syndicales de la Fonction Publique sont convaincues qu'elles auront la prime trimestrielle qu'elles réclament à l'Etat. Elles affirment avoir confiance au Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara. Dans la foulée, Zadi Gnagna a salué la mise en place du comité consultatif de la Fonction Publique. Pour lui, cet instrument de dialogue politique permettra de régler les questions importantes à caractère financier.



Grève dans les écoles catholiques : « La revalorisation salariale au cœur des revendications. » P.02 Clément K.

Depuis le mardi 22 octobre 2024, les enseignants des écoles catholiques du préscolaire et du primaire de Côte d'Ivoire sont en grève. Ils réclament des ajustements sur leurs salaires. Pour le Secrétaire Général (SG) du Syndicat National des Enseignants du Préscolaire et du Primaire Catholique de Côte d'Ivoire, Éric Zakéhi, la crise découle de la récente revalorisation salariale, initiée par le Président de la République Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara. Éric Zakéhi a affirmé que suite à la nouvelle grille salariale mise en place, les salaires de base ont diminué. De plus, les anciennetés n'ont pas été correctement prises en compte. Aussi souhaite-t-il que les droits des enseignants soient respectés.

Éducation Nationale : « Mariatou Koné prend part à un Webinaire sur le financement innovant de l'éducation. » P.07 **Source : CICG**

La ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, Professeur Mariatou Koné, a pris part, le lundi 21 Octobre 2024, à un Webinaire sur le mécanisme de financement innovant en matière éducative. À l'initiative de l'UNICEF, il s'agissait pour chaque participant de présenter les politiques publiques visant à réduire les inégalités sociales. Quatre modèles de financement innovants ont été partagés ainsi que les impacts sur le système éducatif ivoirien. Il s'agit du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), de l'initiative CLEF (Child Learning and Education Facility), du Fonds à effet multiplicateur du Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE) et du Programme- For -Results (P for R).



Lutte contre le travail des enfants : « Dominique Ouattara présente les efforts de la Côte d’Ivoire à une délégation de l’USDOL. » P.10 M’BRA Konan

La Première Dame de Côte d’Ivoire, Dominique Ouattara, a échangé avec Théa Lee, sous-secrétaire adjointe chargée des affaires internationales, au Département du Travail des États-Unis (USDOL), le mardi 22 octobre dernier, au cours d’une réunion de haut niveau sur la lutte contre le travail des enfants. À cette occasion, la Première Dame a rappelé que depuis la création du Comité National de Surveillance (CNS) des actions de lutte contre la traite, l’exploitation et le travail des enfants et celui du Comité Interministériel (CIM) de lutte contre la traite, l’exploitation et le travail des enfants, de vastes campagnes de communication et de sensibilisation des populations à travers le pays, ont été menées. Le renforcement des capacités des acteurs, la construction de salles de classe dans le but d’améliorer l’accès des enfants à l’éducation, l’intensification des efforts dans le domaine de la protection des victimes ont également été menées, ainsi que dans la poursuite et la répression des contrevenants à la réglementation et le déploiement du Système d’Observation du Travail des Enfants en Côte d’Ivoire (SOSTECI), afin de couvrir tout le territoire national.

Alphabétisation : « L’ONG “Wou-Flo” a remis des attestations aux femmes formées à Lauzoua. » P.11 Omar A.K. TANI

L’Organisation non gouvernementale (ONG) “Wou-Flo” (rapprochons-nous, en Sénoufo) a fait escale, le mardi 15 octobre 2024, à Lauzoua, dans le département de Guitry, dans le cadre de son programme d’alphabétisation. Ce programme, mené du 8 mars au 8 septembre 2023, a permis à 114 femmes d’apprendre à lire et à écrire. Au cours de la cérémonie en leur honneur, ces femmes ont reçu des attestations de formation des mains de la présidente de l’ONG bienfaitrice, Amy Vagondo, et de son équipe.

Presse en ligne

SOCIÉTÉ / Lycée moderne Alassane Ouattara : les élèves de Ouangolodougou appelés à éviter les comportements déviants. Publié le mercredi 23 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / Le ministère de l'Education Nationale en atelier pour l'élaboration du plan d'action triennal (2025-2028) de la politique genre à Grand-Bassam. Publié le mardi 22 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / Établissements scolaires du Haut-Sassandra : Mamadou Touré remet 10 000 tables-bancs et 288 650 kits scolaires. Publié le lundi 21 octobre 2024 | L'intelligent d'Abidjan

SOCIÉTÉ / Valy Touré : « Le retour des conseils scolaires, une solution pour un climat apaisé dans les établissements ». Publié le mercredi 23 octobre 2024 | Fratmat.info

Bocanda / Côte d'Ivoire : les élèves de Bocanda sensibilisés sur le civisme et la citoyenneté. Publié le jeudi 24 octobre 2024 | AIP

ÉDUCATION / Côte d'Ivoire : le sous-préfet de Soubré appelle à l'engagement et à la cohésion pour l'année scolaire 2024-2025. Publié le jeudi 24 octobre 2024 | AIP

ÉDUCATION / Côte d'Ivoire : l'Inspectrice de l'Enseignement Préscolaire et Primaire de Soubré 3 appelle à l'appropriation des recommandations du Ministre Mariatou Koné. Publié le jeudi 24 octobre 2024 | AIP

ÉDUCATION / Côte d'Ivoire : les écoles Kani 1 et 4 rénovées. Publié le jeudi 24 octobre 2024 | AIP

DAOUKRO / Côte d'Ivoire : une bibliothèque pour faciliter l'accès aux livres aux élèves des lycées HKB de Daoukro. Publié le jeudi 24 octobre 2024 | AIP

Détente

Le temps ne t'appartient pas. P. 31 Désiré ATSAÏN
Caricature

Promotion de l'excellence à Ebrah Enseignants, élèves, opérateurs économiques honorés



Ceux qui se sont distingués dans divers domaines ont eu des prix. (Photo : Dr)

La cour royale d'Ebrah (Grand-Bassam) a abrité, le 18 octobre, la cérémonie de remise du prix d'excellence et de reconnaissance du mérite. À cette occasion, selon une note d'information, sa Majesté Ahoba Pie X Joseph, roi des Ossouhon d'Ebrah, a honoré 76 hommes, femmes et enfants de son royaume qui se sont distingués dans divers domaines d'activité. Contribuant ainsi au rayonnement de la localité, Magistrats, élèves, membres du corps préfectoral, professeurs d'université, ingénieurs, architectes, opérateurs économiques, notables... ont été récompensés. Des tableaux de reconnaissance, des fournitures scolaires... ont constitué le lot

des distinctions. Porte-parole du roi et président du comité d'organisation, Honoré Koua Wognin a mis en relief la qualité des ressources humaines du royaume et salué les performances des écoliers à la session 2024 de l'examen du Cepe qui ont réalisé un pourcentage exemplaire de 100 %. Il s'honore de l'intérêt accordé par les populations à cette cérémonie. Le porte-parole du roi a mis en avant les valeurs essentielles d'altruisme, de solidarité et de don de soi à préserver pour le bonheur de tous et le développement de la localité. Honoré Koua Wognin a lancé un appel à tous, en vue de la participation active de tous les natifs d'Ebrah au développement local. C'est en

cela qu'il fonde un espoir sur la mutuelle pour la gestion et l'aménagement du foncier rural d'Ebrah.

Didia Koffi Marthe, enseignante à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, au nom des récipiendaires, a exprimé sa gratitude à la tête couronnée pour cette reconnaissance du mérite et du travail. Ces distinctions doivent constituer une source de motivation pour les jeunes générations dans l'optique du développement du village. Le maire de Grand-Bassam, Jean-Louis Moulot, récipiendaire, a loué l'initiative du roi. Il a souhaité que le climat de cohésion qui règne dans le village demeure. ■

C. DALLET

Bondoukou

L'ambassadeur de l'Inde inaugure des infrastructures socio-économiques



Les écoliers ont éprouvé la joie de recevoir les cours dans de nouveaux locaux.

L'ambassadeur de l'Inde en Côte d'Ivoire, Dr Rajesh Ranjan, a inauguré des infrastructures sociales dans 3 villages du département de Bondoukou. Ces projets sociaux de base sont une école de 3 classes avec toilettes à Boromba, une autre école de même format à Bidio-Lolohui et un château d'eau fonctionnant avec de l'énergie solaire à Koufouo. C'était le 18 octobre en présence du préfet de Bondoukou, Kouadio Gbongbo André.

Ces établissements scolaires vont permettre aux enfants de la région de se préparer à devenir les prochains cadres, en vue de renforcer la coopération bilatérale entre la Côte

d'Ivoire et l'Inde, a déclaré le diplomate indien.

Selon le directeur général de Bondoukou Manganèse, Manik Guru, sa société a été accueillie par les populations du département de Bondoukou où elle mène, depuis 13 ans, ses activités d'exploitation minière. "Depuis son installation, elle a contribué au développement des localités villageoises impactées par l'exploitation minière à travers la mise en place du comité de développement local minier", dira-t-il.

Ce comité, présidé par le préfet de région, a pour mission de gérer le plan de développement local minier élaboré en concertation avec les communautés riveraines et

les autorités administratives, territoriales et locales, selon le directeur régional des Mines et Géologie de Bondoukou, Sadia Justin. Ces projets ont été retenus par les 14 communautés membres impactées dudit

comité au titre de l'année 2024 et mis en œuvre dans ce cadre conformément à la loi qui indique que 0,5 % du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise minière doit être alloué au Comité de développement local minier.

Ces sommes sont destinées aux communautés de 14 villages retenus par l'étude d'impact environnemental et social. Elles couvrent plusieurs domaines d'intervention, notamment le développement d'infrastructures et

d'équipements de base, le développement des services sociaux de base et du cadre de vie, la promotion de l'emploi, le développement de l'économie locale et le capital humain ■

AIP



Le Localier

GBÉLÉBAN. Le préfet de Gbéléban, Zézé Tétiali Bertin, a procédé à la mise en place d'un comité de civisme au collège moderne de la ville, à la faveur de la traditionnelle cérémonie d'honneur à l'emblème national, lundi 21 octobre 2024. ■



VITE DIT...

● Gbéléban Un comité du civisme installé au collège moderne

Le préfet de Gbéléban, Zézé Tetah Bertin, a installé lundi 21 octobre un comité du civisme au collège moderne. Composé de 12 membres, il est chargé de promouvoir les valeurs de la République auprès des autres élèves de l'établissement.

FONCTION PUBLIQUE

Les syndicats : «Nous aurons la prime»

Le président de la Confédération syndicale, plateforme nationale des travailleurs de Côte d'Ivoire, Théodore Gnagna Zadi, a affirmé que les organisations syndicales de la fonction publique ivoirienne sont convaincues qu'elles auront la prime trimestrielle qu'elles réclament à l'Etat estimant que " nous avons confiance au président de la République ". M. Gnagna s'exprimait le mardi 22 octobre 2024 au cours d'un entretien avec Abidjan.net. "Nous sommes convaincus que nous aurons la prime parce que la volonté populaire s'est exprimée. Et, en général quand nous sommes solidaires et que nous demandons fortement quelque chose nous l'avons. Deuxièmement, parce que le président a montré qu'il peut donner. Nous sommes

confiant que la prime sera octroyée. Mais à quel moment? Ça je ne peux pas vous le dire", a-t-il soutenu lors de cet échange. "Nous avons confiance au gouvernement ivoirien. Nous avons confiance au président de la République qui à maintes occasions, nous a démontré sa capacité à faire des choses au-delà de nos espérances. Je veux rappeler simplement qu'en 2022 nous avons signé un accord qui va coûter au gouvernement ivoirien plus de 1000 milliards FCFA. Nous n'espérons pas tant", a avoué le responsable syndical. Poursuivant, M. Gnagna a demandé au gouvernement de faire preuve de mansuétude en ne sanctionnant pas les fonctionnaires grévistes. " Nous lançons un appel au gouvernement de surseoir les mesures de rétorsion, les sanctions, punitions



Anne Ouloto face à l'histoire

qu'il veut exercer après les trois jours de grève. Nous pensons que ce ne serait pas une bonne chose. Il faut qu'il fasse preuve de mansuétude", a-t-il souhaité. Dans la foulée, M. Gnagna a salué la mise en place du comité consultatif de la fonction publique, un instrument de dialogue politique dont la mise en place " quoique tardive " permettra, de son avis, de régler les " questions importantes à caractère financier ". Réagissant à la grève de 72 heures qui a perturbé le fonctionnement des établissements scolaires la semaine dernière, il a estimé " qu'à priori, le gouvernement a raison de dire que c'est une violation de la trêve sociale ". Toutefois M. Gnagna a assuré

que cette grève ne remet pas en cause l'architecture de la trêve sociale. " L'accord portant trêve sociale est un mariage et pour nous, il n'est pas remis en cause tant que les huit signataires n'ont pas remis en cause l'accord", a-t-il expliqué. En réaction à ceux qui estiment que cette dernière grève des fonctionnaires en Côte d'Ivoire a des relents politiques, M. Gnagna a indiqué que ses camarades syndicalistes " ne sont manipulés par quiconque ". Réitérant sa confiance au gouvernement pour le règlement de cette réclamation de certains fonctionnaires, M. Gnagna a appelé ses camarades syndicalistes à la patience. "L'appel que je voudrais lancer à l'endroit de nos camarades, c'est toujours de nous faire confiance. Après l'action, il faut passer à la réflexion et aboutir à des propositions concrètes. Après l'action, nos camarades doivent nous laisser le temps de travailler techniquement les dossiers pour le débat qui va venir. Je leur demande de nous faire confiance, de maintenir l'apaisement et d'être patients", a-t-il insisté. La semaine dernière, des organisations syndicales de la fonction publique ivoirienne, notamment celles du secteur éducation-formation, ont observé une grève de 72 heures pour réclamer à l'Etat de Côte d'Ivoire une prime trimestrielle. Dans le pays, seize ministères bénéficient déjà de l'octroi de prime sur les trente-trois départements ministériels.

Source abidjan.net

Grève dans les écoles catholiques La revalorisation salariale au cœur des revendications



Eric Zakéhi, Secrétaire général du Syndicat national des enseignants du préscolaire et du primaire catholiques de Côte d'Ivoire.

Un mouvement de grève de 72 heures a été initié dans les établissements catholiques du préscolaire et du primaire à travers toute la Côte d'Ivoire, pour exiger une revalorisation salariale.

Depuis le 22 octobre, les enseignants des écoles catholiques du préscolaire et du primaire ont cessé le travail, réclamant des ajustements sur leurs salaires. Rencontré par Fraternité Matin, Eric Zakéhi, secrétaire général du Syndicat national des enseignants du préscolaire et du primaire catholiques de Côte d'Ivoire, a détaillé les raisons de cette grève. Selon lui, la crise découle de la récente revalorisation salariale initiée par le Président de la République. *« Alors que nous attendions une augmentation, c'est l'inverse qui s'est produit. Une nouvelle grille salariale a été mise en place, mais elle est inférieure à l'ancienne. Par conséquent, nos salaires de base ont diminué. De plus, nos anciennetés n'ont pas été correctement prises en compte, parmi d'autres revendications. Nous voulons que nos droits soient respectés »*, a affirmé Zakéhi. Il précise que cette nouvelle grille devrait s'appliquer uniquement aux nouveaux enseignants :

« Avant, nos salaires de base étaient bien spécifiés. Avec cette nouvelle grille, nous avons subi des pertes pouvant aller jusqu'à 50.000 francs Cfa. Nous ne pouvons accepter cette situation. Dans les autres branches de l'éducation-formation, le problème ne se pose pas. Mais dans l'enseignement catholique, les employeurs veulent appliquer la grille des nouveaux enseignants à ceux qui sont en poste depuis longtemps. Ce n'est pas le cas dans les autres écoles chrétiennes ». Il ajoute que le mécontentement touche aussi l'enseignement secondaire catholique, notamment dans la région de Divo, où les employeurs auraient gelé les salaires de certains enseignants refusant de signer l'avenant proposé. Le père Jean-Luc Ndreman, secrétaire exécutif national de l'éducation catholique, a donné

sa vision des faits concernant cette revalorisation salariale : *« J'en appelle à la raison. Nos évêques ne cherchent pas de bénéficiaires dans ces écoles. Leur seul but est de penser à l'avenir de nos enfants. L'école catholique se veut un lieu de formation pour préparer le citoyen de demain, un citoyen dont la vie morale et professionnelle soit exemplaire. L'église remplit une mission sociale à travers ses écoles »*. Il précise que la nouvelle grille salariale a été le fruit de plusieurs mois de discussions entre les travailleurs et les différentes églises : catholiques, méthodistes, assemblées de Dieu, Adventistes, etc. Le père regrette l'ampleur de la grève et rappelle qu'une réforme a été lancée il y a 9 ans pour résoudre les problèmes structurels des écoles catholiques. À Abidjan, il souligne que sur les 37 écoles catholiques, 32 fonctionnent normalement, et que la majorité des écoles dans le pays sont ouvertes.

CLÉMENT K.



Education nationale Mariatou Koné prend part à un webinaire sur le financement innovant de l'éducation



La ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou Koné, a pris part, le lundi 21 Octobre 2024 à un webinaire sur le mécanisme de financement innovant en matière éducative.

La ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou Koné, a pris part, le lundi 21 Octobre 2024 à un webinaire sur le mécanisme de financement innovant en matière éducative. À l'initiative de l'UNICEF, il s'agissait pour chaque participant de présenter les politiques publiques visant à réduire les inégalités sociales, les charges des ménages ainsi que les initiatives en matière de mécanisme de financement innovant. Cette plateforme a été pour la ministre, l'occasion de mettre en avant l'engagement de l'État ivoirien en faveur d'un accès équitable notamment le cadre institutionnel qui fonde le principe de gratuité, le droit à

l'éducation pour tous et la scolarisation obligatoire. Les initiatives et les mesures en lien avec le PSGouv pour réduire les coûts de scolarisation pour les ménages ont été également présentées. Enfin, quatre modèles de financement innovants ont été partagés ainsi que les impacts sur le système éducatif ivoirien. Il s'agit du Contrat de désendettement et de développement (C2D), de l'initiative CLEF (Child learning and Education facility), du Fonds à effet multiplicateur du Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE) et du Programme- For - Results (P for R).

Source : CICG

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

Dominique Ouattara présente les efforts de la Côte d'Ivoire à une délégation de l'Usdol



Dominique Ouattara a détaillé à l'Usdol, les efforts de la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre le travail des enfants. (PH. DR)

La Première dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara, a échangé avec Thèa Lee, sous-secrétaire adjointe chargée des affaires internationales, au Département du Travail des Etats-Unis (Usdol), le mardi 22 octobre 2024, à Cocody, à l'occasion d'une réunion de haut niveau sur la lutte contre le travail des enfants. A l'occasion, Mme Ouattara a rappelé que depuis la création du Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (Cns) et du Comité interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (Cim), de vastes campagnes de communication et de sensibilisation

des populations à travers le pays ont été menées. De même que le renforcement des capacités des acteurs, la construction de salles de classe dans le but d'améliorer l'accès des enfants à l'éducation, l'intensification des efforts dans le domaine de la protection des victimes, ainsi que dans la poursuite et la répression des contrevenants à la réglementation et le déploiement du Système d'observation du travail des enfants en Côte d'Ivoire (Sosteci), afin de couvrir tout le territoire du pays. « Toutes ces actions nous ont valu d'être régulièrement classés, depuis 2013, dans le rapport de l'Usdol, parmi les pays qui font des progrès dans la lutte contre le travail des enfants », a-t-elle rappelé. Cependant, le rapport 2023 a fait d'importantes recommandations à la Côte d'Ivoire dans le cadre de l'éducation, la protection sociale, la prévention et la protection des enfants, afin d'arriver à l'éradication définitive du travail des enfants. Concernant l'éducation, la Première dame a précisé que deux facteurs sont à prendre en compte pour expliquer l'insuffisance des écoles. Il s'agit notamment de la loi sur l'école obligatoire pour les enfants de 6 à 16 ans depuis 2015 et le flux migratoire important auquel le pays doit faire face, à cause des crises sé-

curitaires dans les pays limitrophes. « Ceci a entraîné l'inscription massive d'élèves dans les établissements scolaires sur tout le territoire national, nécessitant ainsi la création de nombreuses écoles pour répondre à la demande croissante », a-t-elle expliqué. Dans le cadre de la protection sociale, avec la problématique de l'augmentation du nombre d'inspecteurs du travail, l'épouse du chef de l'Etat, Alassane Ouattara, a précisé que le ministre de l'Emploi et de la protection sociale s'emploie à y remédier par un recrutement spécial de nouveaux agents. En ce qui concerne l'augmentation du nombre de Brigade de la police criminelle en charge de la lutte contre le travail des enfants et la délinquance juvénile, Dominique Ouattara a souligné que cette question a été prise en compte par la création de six (6) antennes équipées de véhicules et de matériels d'intervention à travers le pays. « Bien entendu, nous continuerons à plaider pour l'augmentation de ces Brigades, afin de combattre plus efficacement la traite et le travail des enfants en Côte d'Ivoire », a-t-elle soutenu. Thèa Lee, sous-secrétaire adjointe chargée des Affaires internationales du département du travail des Etats-Unis d'Amérique (Usa), a remercié la Première dame pour son leader-

ship dans la lutte contre le travail des enfants. Thèa Lee s'est appuyée sur la nécessité pour le Ghana et la Côte d'Ivoire d'améliorer la lutte contre le travail des enfants, rassurant ces deux pays du soutien de l'Usdol dans cette lutte contre ce fléau.

Des pans du rapport de l'Usdol

Mariatou Koné, ministre de l'Education nationale et de l'alphabétisation ; Nassénéba Touré, ministre de la Femme, de la famille et de l'enfant ; et le commissaire Zaka Luc, responsable de la sous-direction de la police criminelle en charge de la lutte contre le travail des enfants et la délinquance juvénile ont, tour à tour, présenté les efforts de leurs départements respectifs. Ainsi, Nassénéba Touré a présenté le plan stratégique 2023-2025, qui se concentre sur l'amélioration des conditions de travail dans les secteurs de l'agriculture et du commerce informel. Ce plan renforce les pouvoirs des inspecteurs du travail, en leur permettant de sanctionner directement les contrevenants aux lois sur le travail des enfants. Mariatou Koné a, quant à elle, souligné les efforts réalisés dans le secteur de l'éducation. Elle a rappelé que, depuis 2011, le pays a construit 95 478 salles de classe, doublant

presque la capacité d'accueil. De plus, plus de 69 000 enseignants ont été recrutés entre 2021 et 2023, et des programmes spécifiques ont été mis en place pour scolariser les enfants dans les zones rurales y compris celles touchées par la production de cacao.

Elle a également abordé les défis de la gratuité scolaire et l'importance de l'enseignement des filles qui a connu un bond significatif au niveau du taux de scolarisation qui est passé de 74,4 % en 2011 à 104,4 % en 2024.

Zaka Luc a précisé que les brigades situées à Soubre, San-Pedro, Bondoukou, Bouaké, Korhogo et Man sont opérationnelles depuis 2020, sous le leadership de la présidente du Cns. Elles sont dotées de toutes les ressources nécessaires et effectuent des patrouilles quotidiennes dans les zones où elles sont déployées. En 2022, ces Brigades ont secouru 2 115 victimes et procédé à 602 arrestations, dont 1 584 enfants victimes de traite et 302 personnes arrêtées.

En 2023, elles ont secouru 3 057 victimes de violences faites aux enfants et arrêté 1 957 personnes. En matière de traite des enfants, 1 857 victimes ont été secourues et 603 arrestations ont été effectuées. Ces initiatives ont permis de réduire l'exploitation des enfants, même si la vigilance reste de mise.

Notons que les discussions sur le nouveau cadre d'action de la réunion annuelle du Groupe de coordination des actions de lutte contre le travail des enfants (Clcog) ont eu lieu après cette rencontre d'échange.

M'BRA Konan



ALPHABÉTISATION

L'Ong "Wou-Flo" a remis des attestations aux femmes formées à Lauzoua

L'Organisation non gouvernementale (Ong) "Wou-Flo" (rapprochons-nous, en Sénoufo) a fait escale, le mardi 15 octobre 2024, à Lauzoua, dans le département de Guitry, dans le cadre de son programme d'alphabétisation. Ce programme, mené du 8 mars au 8 septembre 2023, a permis à 114 femmes d'apprendre à lire et écrire. Au cours de la cérémonie en leur honneur, elles ont reçu, selon nos sources, des attestations de formation des mains de la présidente de l'Ong bienfaitrice, Amy Vagondo, et de son équipe.

En plus de la remise des attestations, qui a sanctionné la fin des formations de ces dames, "Wou-Flo" a également fait plusieurs dons. Ce sont notamment deux broyeuses, un tricycle et des glacières pour permettre aux femmes de mener des Activités génératrices de revenus (Agr). Dans le lot offert, il y avait aussi des kits scolaires constitués de tables-bancs, de cartables et de fournitures pour les élèves. L'Ong "Wou-Flo" est allée plus loin dans les beaux gestes. Elle a ainsi distribué des sandales et des parasols. Mais le nec plus ultra de cette opération de solidarité a été la remise d'un fauteuil roulant et d'une table d'accouchement au Centre de santé de Lauzoua.

Cet événement a mis en lumière l'engagement de l'Ong "Wou-Flo" à soutenir l'autonomisation des femmes et le développement des infrastructures locales, pour le bien-être des communautés.

Omar A.K. TANI



Les responsables de "Wou-Flo" et les récipiendaires ont immortalisé leur collaboration avant de se séparer. (Ph. DR)



AGENCE IVOIRIENNE DE PRESSE

Leader de l'information de proximité





SOCIÉTÉ / Lycée moderne Alassane Ouattara : les élèves de Ouangolodougou appelés à éviter les comportements déviants. Publié le mercredi 23 octobre 2024 | AIP

Ouangolodougou, Le Préfet du département, M. Touré Djamatigui a exhorté les élèves du lycée moderne Alassane Ouattara de Ouangolodougou à éviter les comportements déviants, lors d'une séance de sensibilisation qui s'est déroulée lundi 21 octobre 2024.

M. Touré les a exhortés à prendre au sérieux leurs études et à éviter tout ce qui peut les détourner du chemin de l'école et être une entrave à leurs études. Il les a félicités pour leur grande mobilisation à la cérémonie de salut aux couleurs de ce jour.

« Nous sommes là aussi ce matin pour vous parler de certains maux qui sont en cours à l'école, notamment la consommation de la drogue, de l'alcool, les stupéfiants. Nous avons connu, il y a deux, ans le phénomène Kadhafi. Il y a aussi les grossesses précoces, les grossesses en milieu scolaire. Nous sommes aussi venus vous parler de tous ces sujets » a dit M. Touré Djamatigui.

Prenant exemple sur tous les directeurs et chefs de services réunis, l'autorité administrative a exhorté l'ensemble des élèves de cette école à privilégier leurs études, seule voie de réussite pour eux et à éviter les comportements déviants.

« Tous ceux qui sont réunis ici en face de vous sont passés par l'école. Nous sommes tous passés par le chemin que vous empruntez actuellement. Il faut prendre vos études au sérieux. C'est la seule voie de salut. Si vous vous détournez de vos études, vous allez le regretter

demain. Ayez une conduite stricte. Concentrez-vous sur vos études » a-t-il conseillé.

Le lycée moderne Alassane Ouattara de Ouangolodougou est le tout premier établissement scolaire secondaire de la ville avec environ 3000 élèves.

(AIP) / ck/ss/zaar



SOCIÉTÉ / Le ministère de l'Éducation nationale en atelier pour l'élaboration du plan d'action triennal (2025-2028) de la politique genre à Grand-Bassam. Publié le mardi 22 octobre 2024 | AIP

Grand-Bassam (AIP) - Le Ministère de l'Éducation Nationale (MENA) organise, en collaboration avec le Millennium challenge account et le Millennium challenge corporation, a organisé un atelier d'élaboration du plan d'action triennal de la politique genre du MENA, à Grand-Bassam du mardi 15 au vendredi 18 octobre 2024.

Durant ces trois jours, les participants se sont attachés à définir les axes stratégiques alignés avec la politique genre, les objectifs à atteindre et les activités à mettre en œuvre pour réduire les disparités entre les sexes dans le secteur de l'éducation. Ils aborderont également la budgétisation de ces activités.

La vision de la politique genre du MENA est de garantir, d'ici 2030, l'équité et l'égalité pour toutes les femmes, tous les hommes, les filles et les garçons en matière d'accès, de maintien, de réussite et d'employabilité dans le système éducatif et de formation de la Côte d'Ivoire.

Ce plan servira de fondation pour l'action et comme outil de plaidoyer pour rechercher des financements additionnels. Son élaboration s'est appuyé sur les constats et recommandations issus de l'atelier bilan sur la mise en œuvre du plan quinquennal précédent.

La Directrice de l'égalité et de l'équité du Genre (DEEG) du MENA, Brou Georgette, a rappelé que la politique genre a été élaborée et adoptée par le Gouvernement en décembre 2020. Un plan d'action quinquennal, également budgétisé, organise la mise en œuvre de cette politique jusqu'à fin 2024, avec un taux de réalisation de 80,7 %. Pour continuer la dynamique en faveur du genre et de l'équité, il est essentiel de poser les bases pour les cinq prochaines années, a-t-elle fait savoir.

La représentante du cabinet GOPA MCC, partenaire financier de ce projet, Assahon Nadège, a rassuré les participants sur le soutien financier continu de sa structure jusqu'à l'achèvement du projet. Elle a affirmé que son organisation est prête à accompagner la Côte d'Ivoire dans le défi de l'égalité et de l'équité de genre, afin que tous les enfants bénéficient des mêmes chances de scolarisation.

La représentante de l'inspecteur général du MENA, Chérif Nabintou, a expliqué que la politique genre est importante pour lutter contre les disparités et promouvoir l'égalité des chances. Elle a souligné que ce plan garantira à chaque enfant de réaliser son plein potentiel à travers l'éducation. Elle a exhorté les participants à travailler ensemble pour créer un document qui prenne en compte tous les défis structurels et culturels, en vue d'une école de qualité, inclusive et accessible à tous.

(AIP) / ko/akn/fmo

SOCIÉTÉ / Établissements scolaires de Haut-Sassandra : Mamadou Touré remet 10 000 tables-bancs et 288 650 kits scolaires. Publié le lundi 21 octobre 2024 | L'intelligent d'Abidjan



© L'INTELLIGENT D'ABIDJAN PAR DR

HAUT-SASSANDRA : LE PRÉSIDENT MAMADOU TOURÉ REMET 10 000 TABLES-BANCS ET 288 650 KITS SCOLAIRES AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA RÉGION

Le président du Conseil régional du Haut-Sassandra, Mamadou Touré, a procédé, le 19 octobre 2024, à la remise de 10 000 tables-bancs et de plus de 288 650 kits scolaires aux établissements scolaires de la région. Cet événement s'est déroulé au Lycée Antoine Gauze de Daloa, où le

président a souligné l'importance d'offrir aux enfants les meilleures conditions possibles pour réussir.

D'un montant total de 565 763 800 francs CFA, cette initiative s'inscrit dans une politique ambitieuse visant à soutenir l'État dans l'amélioration des infrastructures scolaires.

Mamadou Touré a rappelé que ce don s'ajoute aux 5 000 tables-bancs déjà offertes par le Conseil régional il y a quelques mois, portant ainsi le total à 15 000 tables-bancs distribuées cette année, pour un coût global avoisinant les 700 millions de francs CFA. « Nous avons initialement prévu 5 000 tables-bancs supplémentaires pour septembre, mais face à des besoins urgents et multiples, nous avons décidé de doubler cet objectif », a-t-il déclaré.

Ce geste contribue à résoudre le problème du manque de tables-bancs dans de nombreuses écoles de la région, un obstacle majeur à un apprentissage efficace. « Le Conseil Régional a déjà investi plus d'un milliard 40 millions de FCFA dans le secteur de l'éducation », a-t-il ajouté.

« Bientôt, beaucoup d'entre vous auront de nouvelles tables-bancs où s'asseoir, avec une moyenne de deux élèves par table », a précisé Mamadou Touré.

Au-delà de l'amélioration immédiate des infrastructures scolaires, Mamadou Touré a annoncé une initiative à long terme pour éliminer les écoles de fortune en bois et en paille encore présentes dans certaines localités.

« Notre ambition, aux côtés du gouvernement, est de faire en sorte qu'à l'horizon 2028, il n'y ait plus d'écoles de ce genre dans notre région », a-t-il déclaré. Dans cette dynamique, il a révélé que dès le mois de décembre prochain, le Conseil Régional lancera la construction de huit bâtiments scolaires de trois classes chacun, accompagnés de bureaux et de latrines, pour un coût total de 240 millions de francs CFA. Ces nouvelles infrastructures permettront d'ajouter 24 salles de classe, répondant ainsi à la demande croissante en éducation.

Amadou Coulibaly salue les actions de Mamadou Touré

Présent lors de la cérémonie, le Ministre de la Communication et Porte-parole du Gouvernement, Amadou Coulibaly, a salué cette initiative exemplaire du Conseil Régional. « Ce geste du Président Mamadou Touré montre qu'avec des élus engagés, nous pouvons significativement améliorer les conditions de vie de nos concitoyens. L'État seul ne peut tout faire, c'est pourquoi nous encourageons de telles actions », a-t-il affirmé.

Il a ajouté que ces actions, combinées à celles du gouvernement, contribuent à l'objectif national de renforcer le système éducatif ivoirien et d'assurer à chaque enfant un cadre d'apprentissage adéquat.

« Nous avons l'obligation morale de soutenir nos enfants en leur offrant les meilleures chances de réussir, et cela passe par des infrastructures de qualité », a conclu le Ministre.

Cette initiative a été chaleureusement accueillie par le Directeur Régional de l'Éducation Nationale, Georges Hien, qui a exprimé sa gratitude envers le ministre. « Comment ne pas être heureux en recevant un tel don ? Merci, Ministre Mamadou Touré, pour votre engagement envers l'éducation dans notre région. Grâce à vous, les écoliers disposeront d'un environnement de travail sain », a-t-il déclaré.

Pour les élèves et les enseignants, ce don est une véritable bénédiction. Les 10 000 tables-bancs supplémentaires amélioreront les conditions d'apprentissage et augmenteront la capacité d'accueil dans les écoles.

Avec ce don, le Conseil Régional du Haut-Sassandra, sous la direction de Mamadou Touré, réaffirme son engagement à faire de l'éducation une priorité essentielle pour le développement durable de la région.

Beker Yao

SOCIÉTÉ / Valy Touré : « Le retour des conseils scolaires, une solution pour un climat apaisé dans les établissements ». Publié le mercredi 23 octobre 2024 | Fratmat.info



Valy Touré

Dans cet entretien, Valy Touré, ancien président national des Conseils scolaires de Côte d'Ivoire (1991-1993) et actuel leader de l'Union des Houphouetistes pour la République (UHR), revient sur les circonstances qui ont conduit à la création du Conseil national des élèves (CONESTPCI). Face à l'insécurité instaurée par la FESCI dans les années 90, il explique comment les Conseils scolaires, avec le soutien du ministre de l'Éducation nationale de l'époque, Vamoussa Bamba, ont réussi à instaurer la paix et à représenter les élèves. Il plaide

aujourd'hui pour un retour au modèle du Conseil scolaire, aussi bien dans les établissements secondaires que dans les universités, en tant qu'alternative pacifique aux mouvements estudiantins, souvent sources de tensions.

M. Valy Touré, pouvez-vous nous expliquer les raisons qui ont motivé la création du Conseil scolaire à l'époque où vous l'avez mis en place sous le ministre de l'Éducation nationale, M. Bamba Vamoussa, et comment il fonctionnait ?

Avant tout, permettez-moi de me présenter : je suis Valy Touré, ancien Président national des Conseils scolaires de 1991 à 1993. Depuis 2011, je suis le Président de l'Union des Houphouetistes pour la République (UHR).

Après la dissolution du MEECI (Mouvement des Élèves et Étudiants de Côte d'Ivoire), qui était le regroupement de tous les élèves et étudiants sous le régime du parti unique PDCI-RDA, la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire) a été créée pour remplacer le MEECI. Cependant, au lieu d'accepter la compétition avec les autres syndicats, la FESCI a choisi de s'imposer par la violence, créant ainsi un climat d'insécurité et de perturbation générale dans le système éducatif et universitaire.

Face à cette situation, avec des amis, nous avons décidé de former des comités d'autodéfense dans les établissements secondaires d'Abidjan pour assurer la paix. Grâce au succès de cette initiative et avec le soutien du ministre de l'Éducation nationale, M. Bamba Vamoussa (que Dieu l'accueille en son paradis), nous avons transformé ces comités en conseils scolaires dans tous les établissements du pays. Les conseils scolaires étaient composés des chefs et sous-chefs de classe et représentaient les élèves auprès de l'administration scolaire.

Nous avons ensuite créé des délégations régionales dans les 10 grandes régions de l'époque, pour faire le lien entre les conseils scolaires et le gouvernement. En février 1991, lors d'un congrès au lycée des jeunes filles de Bouaké, en présence du ministre de l'Éducation nationale, nous avons mis en place le Conseil National des Élèves de l'Enseignement Général, Technique et Professionnel de Côte d'Ivoire

(CONESTPCI). Cette structure était composée d'un conseil d'administration, d'un conseil de gestion et d'un commissariat aux comptes. Elle servait de porte-parole des élèves auprès du gouvernement.

Sous mon mandat en tant que premier Président du CONESTPCI, nous avons obtenu des avancées significatives, telles que la clôture des établissements scolaires pour renforcer la sécurité, l'harmonisation des coefficients des matières spécifiques au BAC, et l'organisation des fêtes de fin d'année régionales. Nous avons également mobilisé les élèves pour participer aux obsèques du ministre Bamba Vamoussa en juin 1993 et à celles du Président Houphouët-Boigny en 1994. Cependant, en 1994, le ministre Pierre Kipré a suspendu le fonctionnement du CONESTPCI pour des raisons budgétaires, mettant fin à cette organisation.

Selon vous, quelles sont les raisons qui ont conduit l'État à suspendre les mouvements estudiantins, et quel impact cela a-t-il sur les droits et les libertés des étudiants ?

La principale raison de la dissolution des syndicats d'étudiants est la déviation de leur mission initiale, qui devait être la représentation des élèves et l'animation de la vie universitaire. Au lieu de cela, certains syndicats se sont engagés dans des activités illégales et politiciennes, entraînant une insécurité galopante sur les campus. En revanche, les conseils scolaires n'ont jamais été mêlés à des scandales ou à des activités politiciennes. Ils ont toujours promu la paix et la réussite scolaire, sans bruit ni violence.

Quels seraient, selon vous, les avantages d'un retour au modèle du Conseil scolaire pour la représentation et la prise de décision des élèves et des étudiants ?

Le modèle des conseils scolaires existe toujours, mais il manque aujourd'hui un interlocuteur national. Il est donc essentiel de rétablir le CONESTPCI. Pour les étudiants, il serait pertinent de mettre en place un modèle similaire dans les universités et grandes écoles, avec une autonomie dans leur fonctionnement pour un encadrement efficace.

Pensez-vous que le Conseil scolaire pourrait être un cadre plus efficace pour gérer les revendications des étudiants par rapport aux mouvements estudiantins traditionnels ?

Le statut d'étudiant n'est pas une carrière, il est donc inapproprié de parler de syndicats dans leur milieu. Les mouvements d'élèves et d'étudiants doivent faire des propositions pour améliorer leurs conditions de vie et d'études, et non s'engager dans la politique. Ils doivent être encadrés par l'administration tout en restant autonomes.

Plaidez-vous en faveur du retour du Conseil scolaire dans le contexte actuel de suspension des mouvements estudiantins ?

Les conseils scolaires ne sont pas concernés par la mesure du gouvernement. Ils sont une création gouvernementale bien encadrée et jouent un rôle important dans la représentation des élèves. Ce qui manque, c'est un interlocuteur national pour coordonner leurs actions à travers des formations et une meilleure communication.

Comment envisagez-vous une collaboration entre l'État, les établissements scolaires et le Conseil scolaire dans un contexte où les tensions entre autorités éducatives et étudiants sont toujours présentes ?

L'État est le maître du jeu. Il encadre les conseils scolaires, et tout fonctionne bien. Toutefois, sans le CONESTPCI, ce modèle reste une "symphonie inachevée".

Quels ajustements devraient, selon vous, être apportés au modèle du Conseil scolaire pour l'adapter aux réalités actuelles du système éducatif en Côte d'Ivoire ?

Il faut ajouter au modèle actuel des formations civiques pour mieux préparer les élèves à la vie universitaire et à la citoyenneté, notamment pendant les vacances scolaires.

Pensez-vous que la réintroduction du Conseil scolaire pourrait favoriser un dialogue constructif entre les étudiants et l'administration, et contribuer ainsi à la réconciliation dans le système éducatif ?

Plutôt que la réintroduction, il serait préférable d'introduire le modèle des conseils scolaires dans les universités. Cela assainirait l'environnement, améliorerait les relations entre étudiants et administration, et renforcerait la prise en compte de leurs propositions.

Est-ce cette expérience qui vous a incité à créer l'Union des Houphouetistes pour la République (UHR) ?

Oui, cette expérience a joué un rôle crucial dans la création de l'UHR en 2011. Elle nous a appris la valeur du dialogue, de la patience, et de la résilience, des qualités que nous inculquons à nos militants.

Une interview réalisée par Salif D. CHEICKNA

Par Salif D. Cheickna

BOCANDA

Côte d'Ivoire – AIP/ Les élèves de Bocanda sensibilisés sur le civisme et la citoyenneté



BY – 24 OCTOBRE 2024

AUCUN COMMENTAIRE

0 VIEWS



Les élèves de Bocanda ont suivi dans la discipline les enseignements sur les valeurs du civisme et de la citoyenneté

Bocanda, 24 oct 2024 (AIP) – Les élèves du département de Bocanda sont sensibilisés sur le civisme et la citoyenneté, à l'initiative de la direction départementale de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes ainsi que des autorités préfectorales, afin de faire d'eux des acteurs édifiants dans le développement de la Côte d'Ivoire.

Lors de la première séance de cette tournée qui a eu lieu au lycée moderne, lundi 21 octobre 2024, le directeur départemental de la Jeunesse, Brindou Kouakou, et le préfet Aboh Koffi Jérôme ont exhorté les apprenants à être de bons citoyens et à demeurer fermement attachés aux institutions de la République et aux autorités qui les dirigent.

M. Brindou leur a recommandé d'aspirer aux valeurs prônées par ces institutions telles que la recherche du travail bien fait, la discipline, le respect de l'autorité, des lois et des biens publics.





« En tant qu'élèves, je vous demande d'adopter des comportements civiques et citoyens en étant consciencieux, ponctuels et assidus aux cours, en respectant vos enseignants, le personnel administratif et d'encadrement, vos camarades, ainsi que le calendrier scolaire établi par le ministère. Appliquez-vous dans vos études en apprenant vos leçons. C'est la clef du succès pour être des citoyens responsables demain », a-t-il conseillé.

Le préfet Aboh a, quant à lui, invité les élèves à se départir de tout ce qui est de nature à nuire à leur développement physique, psychologique et à leur santé morale tels que la consommation de l'alcool, du tabac, la drogue ainsi que les grossesses précoces, le mauvais usage du téléphone portable et les mauvaises fréquentations.

Les élèves Kouassi Moyer Ruth, en 3^e 9, et Yao Kouassi Simon-Pierre, en Tle A2, ont exprimé leur satisfaction pour ces enseignements et ont promis d'en faire désormais leur boussole pour construire sûrement et sereinement leur avenir.

D'autres séances de sensibilisation sont prévues dans les autres établissements scolaires de la ville et les sous-préfectures du département.

(AIP)

kkc/kkp/fmo



ÉDUCATION

Côte d'Ivoire-AIP/Le sous-préfet de Soubré appelle à l'engagement et à la cohésion pour l'année scolaire 2024-2025

BY – 24 OCTOBRE 2024 AUCUN COMMENTAIRE 7 VIEWS



Le sous-préfet Zana Yaya Coulibaly s'adressant à l'assistance lors de la rentrée solennelle de l'inspection de l'enseignement préscolaire et primaire de Soubré 3





Soubré, 24 oct. 2024 (AIP) – Le sous-préfet de Soubré, Zana Yaya Coulibaly, a exhorté, mercredi 23 octobre 2024, les acteurs du secteur éducatif, à faire preuve d'engagement et de cohésion, pour assurer le succès de l'année scolaire, lors de la cérémonie de rentrée solennelle de l'inspection de l'enseignement préscolaire et primaire de Soubré 3.

S'adressant à un public composé de directeurs d'écoles, d'enseignants, de parents d'élèves et de leaders communautaires, M. Coulibaly a souligné l'importance de l'éducation de base pour le développement socio-économique durable de la région. « L'éducation est un pilier fondamental pour bâtir l'avenir de nos enfants et promouvoir l'émergence de notre pays. Je vous invite à œuvrer avec discipline et responsabilité pour relever les défis de cette nouvelle année scolaire », a-t-il affirmé.

Le sous-préfet a insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite entre l'administration, les enseignants et les parents, en vue d'assurer un suivi rigoureux des élèves, de réduire le taux d'abandon scolaire et d'améliorer les performances académiques. « Une synergie solide nous permettra d'atteindre nos objectifs. Ensemble, nous réussirons », a-t-il déclaré.

Il a par ailleurs mis en avant le rôle crucial de la discipline et de l'assiduité dans les établissements scolaires, encourageant les enseignants à s'investir pleinement dans leur mission. Il a également appelé les parents à instaurer un cadre favorable à l'apprentissage à domicile pour soutenir la réussite de leurs enfants.

Zana Yaya Coulibaly a conclu en appelant à des efforts redoublés pour maintenir la paix sociale, indispensable à une année scolaire sereine et productive. Il a également exhorté les parents à déclarer les naissances de leurs enfants dans les délais, soulignant que « l'éducation sans extrait de naissance est inutile ».

(AIP)

ÉDUCATION

Côte d'Ivoire-AIP/L'inspectrice primaire de Soubré 3 appelle à l'appropriation des recommandations du ministre Mariatou Koné

BY – 24 OCTOBRE 2024 – UPDATED: 24 OCTOBRE 2024 AUCUN COMMENTAIRE 10 VIEWS



Mme Traoré Karidjatou épouse Yeo, la nouvelle inspectrice de l'enseignement préscolaire et primaire de Soubré 3, lors de la cérémonie de rentrée solennelle de Soubré

Soubré, 24 oct. 2024 (AIP) – L'inspectrice de l'enseignement préscolaire et primaire de Soubré 3, Traoré Karidjatou épouse Yeo, a invité, mercredi 23 octobre 2024, les acteurs du système éducatif de sa circonscription à s'approprier les recommandations du ministre de l'Éducation nationale, Mariatou Koné, en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement.



Lors de la cérémonie de rentrée scolaire, Mme Traoré a rappelé les principaux axes du discours ministériel, insistant sur l'importance d'appliquer ces instructions comme des « directives fermes » dans toutes les actions pédagogiques de l'année. « Ces recommandations doivent être intégrées à tous les niveaux de responsabilité », a-t-elle martelé.

L'inspectrice a également insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite entre enseignants, personnels administratifs, parents et partenaires de l'école, afin de faire des établissements scolaires des pôles d'excellence. « Ensemble, faisons de l'inspection de Soubré 3 un modèle de réussite, où chaque élève bénéficie d'un encadrement de qualité, porté par des enseignants motivés », a-t-elle affirmé.

Elle a par ailleurs exprimé sa gratitude aux autorités locales, notamment le maire-sénateur Traoré Lassina et le sous-préfet Zana Yaya Coulibaly, pour leur appui dans le développement des infrastructures de l'inspection.

Ce message s'inscrit dans la continuité des orientations du directeur régional de l'Éducation nationale de la Nawa, Drissa Bamba, traduisant la volonté de l'inspection d'instaurer une école de proximité, fondée sur la rigueur et l'efficacité.

Mme Traoré a clôturé son discours en appelant à une mobilisation générale pour que ces recommandations deviennent de véritables leviers de transformation, au bénéfice des élèves de Soubré.

L'inspection de Soubré 3 a été créée par arrêté n° 259/MENA/DELC du 14 août 2024, dans le cadre de la mise en place de 26 nouvelles circonscriptions d'enseignement préscolaire et primaire pour l'année 2024-2025.

(AIP)

km/haa



Côte d'Ivoire- AIP/ Le groupe scolaire Kani 1 et 4 rénové



BY – 24 OCTOBRE 2024

AUCUN COMMENTAIRE

4 VIEWS



un aperçu d'un des bâtiments

Kani, 24 oct 2024 (AIP)- Le groupe scolaire Kani 1 et 4, autrefois en état de délabrement avancé, a été entièrement rénové par le troisième adjoint au maire de la commune, Meité Siaka, a constaté l'AIP, mercredi 23 octobre 2024, à Kani.

Les travaux, débutés au début de ce mois d'octobre, se sont achevés à la grande satisfaction des élèves et de leurs encadreurs. Les rénovations ont concerné deux bâtiments de trois salles chacun, conférant au groupe scolaire une allure fière. Ces améliorations vont considérablement enrichir le quotidien des élèves du primaire et de leurs enseignants, offrant désormais de meilleures conditions de travail

La directrice de l'EPP Kani 1, Kéita Mah Diéné, a exprimé sa gratitude en voyant ces travaux réalisés. Elle a remercié l'adjoint au maire pour l'énorme investissement destiné au bien-être de la communauté éducative de Kani.

Le groupe scolaire Kani 1 et 4, première école de la ville de Kani, retrouve ainsi son éclat d'antan grâce à cette rénovation significative.

(AIP)

taj/ik/fmo



DAOUKRO

Côte d'Ivoire-AIP/ Une bibliothèque pour faciliter l'accès aux livres des élèves des lycées HKB de Daoukro

 BY – 24 OCTOBRE 2024  AUCUN COMMENTAIRE  0 VIEWS

Daoukro, 24 oct 2024 (AIP) – Une bibliothèque baptisée "Cédric Kouadio Bédié" a été offerte, mardi 22 octobre 2024, par l'ONG "L'univers du livre de la dictée" aux deux lycées modernes Henri Konan Bédié (HKB) de Daoukro (Centre-Est, région de l'Iffou) pour permettre à l'ensemble des apprenants d'avoir un meilleur accès aux livres et pour améliorer leurs aptitudes à la lecture.

« L'objectif de la fondation est de permettre aux apprenants d'être plus proches des zones d'apprentissage en facilitant leur accès à la lecture, un droit fondamental pour tout apprenant », a indiqué la représentante de l'organisation caritative, Sonia Renée Boguifo, qui a souligné l'importance de l'éducation à travers les livres.

Le directeur régional de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (DRENA), Atté Tany Noël, a mis en avant la portée symbolique de cette bibliothèque, la qualifiant de reflet d'un engagement collectif pour l'éducation.

Le représentant du conseil régional, Loukou Eugène, a salué cette initiative et a exprimé sa gratitude au parrain pour son engagement envers l'éducation des élèves de Daoukro.

La secrétaire générale de préfecture, Banto Diarra, représentant le préfet de région, a remercié les donateurs et a exhorté les élèves à tirer pleinement profit de cet espace livresque.

Cet événement s'inscrit dans une dynamique de développement culturel pour toute la région de l'Iffou.

(AIP)

ca/kkp/fmo

Détente

Le temps ne t'appartient pas

Par **Desiré Atsain**



Caricature

